

De l'intérêt d'un identifiant unique police-justice dans l'étude de la sphère pénale en France

Commission Services publics et services aux publics

Arnaud Philippe

University of Bristol

29 septembre 2022

Introduction

Un identifiant unique d'affaire permettrait :

- ▶ de mesurer le devenir des affaires enregistrées par la police
- ▶ d'améliorer la qualité des données sur la délinquance (selon déploiement)
- ▶ de mesurer plus finement l'effet des politiques publiques sur la récidive (selon déploiement)

Table des matières

- 1 Lien Police-Justice
 - Indicateurs chiffrés
 - Changements législatifs
 - Evolutions sociétales
- 2 Echelon géographique
- 3 Identifiant individuel

Intérêt

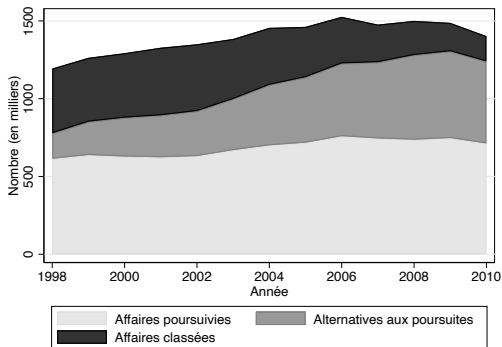
Le principal intérêt d'un identifiant unique d'affaire serait de mesurer le devenir judiciaire des affaires ouvertes par la police.

Loi Organique relative aux Lois de Finances (LOLF)

- ▶ Votée en 2001, entrée en vigueur en 2002
- ▶ Introduit des indicateurs chiffrés dans les administrations
- ▶ Police :
 - Diminution des faits constatés
 - Augmentation des affaires résolues
- ▶ Parquets :
 - Diminution des affaires classées

Effets sur les parquets

Diminution des affaires classées, augmentation des rappels à la loi



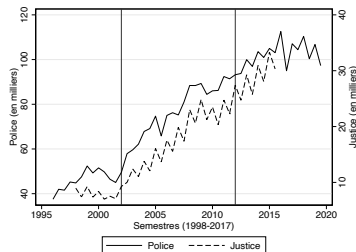
Source : Philippe (2022), *La fabrique des jugements*, La Découverte

Effets sur les affaires jugées

L'effet sur les affaires jugées semble réel :



Atteints aux biens



Stup & ILE

Source : Philippe (2022), *La fabrique des jugements*, La Découverte

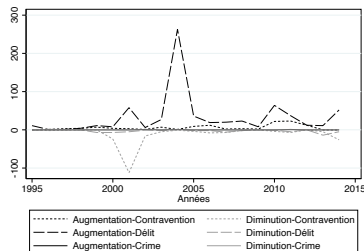
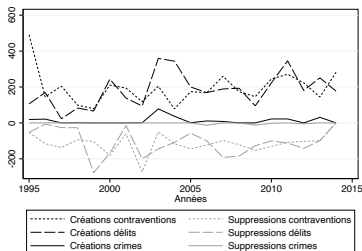
Questions en suspens

Disposer d'un identifiant unique d'affaire aurait permis de mieux comprendre ces évolutions

- ▶ Quelles affaires ont fait l'objet d'une alternative plutôt que d'un classement ?
- ▶ Atténuation des effets sur la police en raison d'un passage en main courante des atteintes aux biens rarement résolues ?
- ▶ Quel devenir pour les "nouvelles" ILS/ILE ?

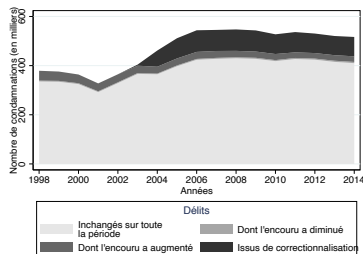
Création/modifications natinf (I)

- ▶ Création de très nombreuses de nouvelles natinf
- ▶ Changements des encourus



Source : Philippe (2022), *La fabrique des jugements*, La Découverte

- ▶ Très faible effet sur les juridictions
 - 95% des nouveaux délits utilisés moins de 10 fois 1998-2014 (81% jamais)
 - 93% des contraventions correctionnalisées utilisées moins de 10 fois 1998-2014



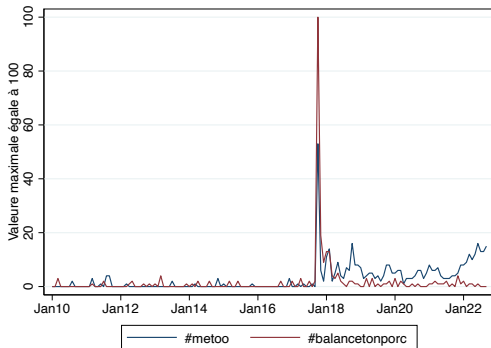
Source : Philippe (2022), *La fabrique des jugements*, La Découverte

Création/modifications natinf (II)

- ▶ Ces infractions sont elles/ont elles été utilisées par les services de sécurité ?
- ▶ Exemple :
 - 2003-2014, 8 conda pour "mendicité agressive"
 - 2003-2014, 17 conda pour "racolage passif"
 - 2003-2014, 25 conda pour rassemblement dans un hall d'immeuble

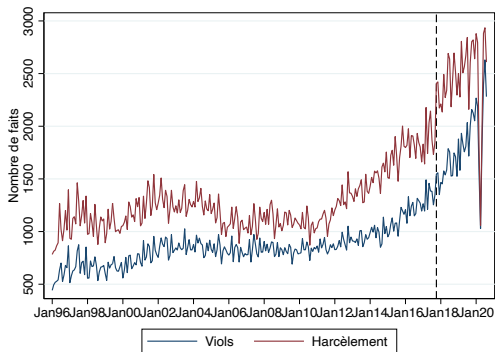
#metoo (I)

- ▶ Mouvement massif de dénonciation des violences faites aux femmes
- ▶ Commence avec le tweet d'Alyssa Milano le 16 octobre 2017



#metoo (II)

Fort effet sur les dénonciations d'infractions sexuelles :



► Quels débouchés juridiques ont eu ces plaintes ?

Table des matières

- 1 Lien Police-Justice
 - Indicateurs chiffrés
 - Changements législatifs
 - Evolutions sociétales
- 2 Echelon géographique
- 3 Identifiant individuel

Avantages

Les données de la police permettent généralement de disposer d'une finesse géographique plus grande :

- ▶ A minima : environ 160 TGI contre plus de 400 "circonscriptions de sécurité publique" pour la seule police.
- ▶ Mieux : commune
- ▶ Encore mieux : coordonnées GPS/adresse

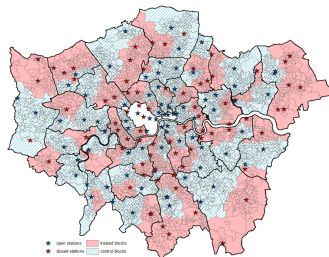
Effet des déploiements policiers : exemples

- Draca et al. (2011). Panic on the streets of London : Police, crime, and the July 2005 terror attacks. *AER*



Effet des déploiements policiers : exemples

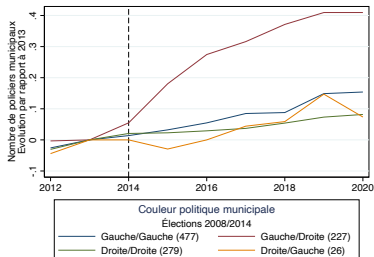
- ▶ Draca et al. (2011). Panic on the streets of London : Police, crime, and the July 2005 terror attacks. *AER*
- ▶ Facchetti (2022). *Police Infrastructure, Police Performance, and Crime : Evidence from Austerity Cuts*. WP.



Possibilités en France

Plusieurs politiques publiques récentes pourraient être évaluées :

- Déploiement des polices municipales

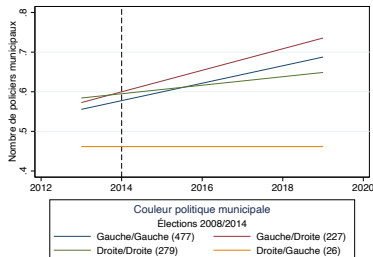
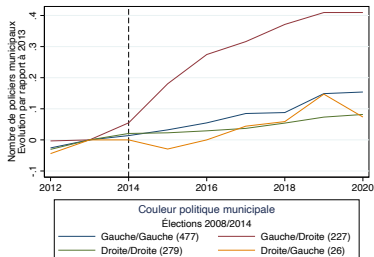


Note : Données partielles présentées à titre d'illustration !

Possibilités en France

Plusieurs politiques publiques récentes pourraient être évaluées :

- ▶ Déploiement des polices municipales
- ▶ Armement des polices municipales



Note : Données partielles présentées à titre d'illustration !

Table des matières

- 1 Lien Police-Justice
 - Indicateurs chiffrés
 - Changements législatifs
 - Evolutions sociétales
- 2 Echelon géographique
- 3 Identifiant individuel

Avantage

- ▶ La plupart des mesures de "récidive" sont faites à partir du casier judiciaire
- ▶ Mesure les re-condamnations et ré-incarcérations
- ▶ Disposer des nouveaux contacts avec la police permettrait une analyse plus fine

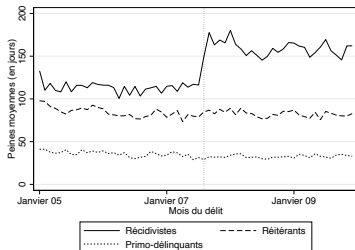
Exemple des peines planchers (I)

En août 2007, la loi introduit des peines planchers pour les récidivistes (sens légal)

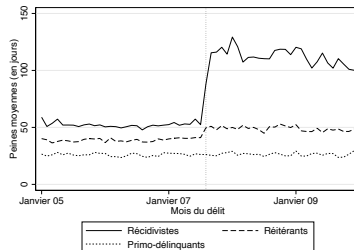
- ▶ Réitérants et primo-délinquants non affectés
- ▶ Planchers élevés :
 - 1 an pour les encourus de 3 ans,
 - 2 ans pour les encourus de 5 ans,
 - 3 ans pour les encourus de 7 ans,
 - 4 ans pour les encourus de 10 ans.
- ▶ Non rétroactif
- ▶ Objectif affichés :
 - homogénéisation des pratiques judiciaires,
 - prévisibilité des sanctions,
 - dissuasion

Exemple des peines planchers (II)

Forte hausse des sanctions :



Ferme



SME

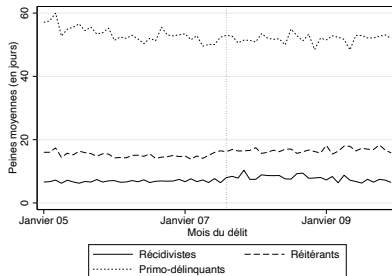
Source : Philippe (2022), *La fabrique des jugements*, La Découverte

Exemple des peines planchers (III)

Effet dissuasif ?

Exemple des peines planchers (III)

Effet dissuasif ?



Source : Philippe (2022), *La fabrique des jugements*, La Découverte

- ▶ Absence de dissuasion visible à cette échelle.
- ▶ Est-ce partiellement dû à la précision de la mesure de récidive ?

